|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Réunion préparatoire régionale en vue de la CMDT-25 pour l'Afrique (RPM-AFR)**  **Nairobi, Kenya, 8-9 avril 2025** | | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  | |  | |
|  | | **Document** **RPM-AFR25/3-F** | |
|  | | **4 mars 2025** | |
|  | | **Original: anglais** | |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications | | | |
| Niveau de développement du numérique et tendances dans ce domaine dans la région Afrique: Enjeux et perspectives | | | |
|  | | | |
| **Point de l'ordre du jour:**  Point 5  **Résumé:**  Le présent document, qui a été élaboré pour la Réunion préparatoire régionale en vue de la Conférence mondiale de développement de 2025 (CMDT-25) pour la région Afrique, vise à tenir les participants et les parties prenantes informés de l'élaboration du programme pour le numérique de la région. Il comprend deux parties: la première dresse un état des lieux du niveau de développement de la connectivité numérique en Afrique au moyen d'indicateurs fondamentaux, tandis que la seconde présente des études de cas porteuses d'effets dans la région.  **Résultats attendus:**  Les participants à la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique sont invités à prendre note du présent document.  **Références:**  Sans objet. | | | |

**Niveau de développement du numérique et tendances dans ce domaine dans la région Afrique: Enjeux et perspectives**

Mars 2025

**Table des matières**

**Page**

[**Introduction** 3](#_Toc193895306)

[**Partie 1: Niveau de connectivité numérique dans la région Afrique et tendances  
récentes dans ce domaine** 6](#_Toc193895307)

[*Règlementation des TIC et cadres politiques dans le domaine du numérique 6*](#_Toc193895308)

[*Utilisation de l'Internet 14*](#_Toc193895309)

[*Abonnements au large bande 19*](#_Toc193895310)

[*Couverture des réseaux mobiles 21*](#_Toc193895311)

[*Disponibilité d'une infrastructure large bande fixe 24*](#_Toc193895312)

[*Trafic Internet et largeur de bande internationale 26*](#_Toc193895313)

[*Accessibilité financière des services TIC 30*](#_Toc193895314)

[*Possession d'un téléphone mobile et abonnements de téléphonie mobile 32*](#_Toc193895315)

[*Compétences dans le domaine des TIC 34*](#_Toc193895316)

[*Recettes et investissements 36*](#_Toc193895317)

[*Cybersécurité 38*](#_Toc193895318)

[*Gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques 40*](#_Toc193895319)

[*Disparités régionales 44*](#_Toc193895320)

[*Panorama de la disponibilité des données en Afrique 46*](#_Toc193895321)

[**Partie 2: BDT4Impact: Études de cas réalisées dans la région Afrique** 49](#_Toc193895322)

[*Au Ghana, des personnes malvoyantes apprennent les bases de l'informatique 49*](#_Toc193895323)

[*Œuvrer pour un Ouganda tourné vers le numérique 49*](#_Toc193895324)

[*Formation sur la télévision numérique de Terre à Brazzaville (République du Congo) 51*](#_Toc193895325)

[*Une nouvelle politique nationale de gestion des déchets électriques et électroniques  
au Malawi 51*](#_Toc193895326)

[*En Afrique, les femmes d'affaires prospèrent après avoir renforcé leurs compétences numériques 51*](#_Toc193895327)

[*Renforcement des capacités réglementaires et de la collaboration régionale grâce  
à l'analyse comparative des TIC en Guinée équatoriale 52*](#_Toc193895328)

[**Annexe: Sources des données** 53](#_Toc193895329)

**Introduction**

Les Réunions préparatoires régionales (RPM) ont pour objectif d'inciter les États Membres à prendre part aux travaux préparatoires en vue de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2025 (CMDT-25). Élaboré en vue de la RPM pour l'Afrique, qui se tiendra les 8 et 9 avril 2025 à Nairobi (Kenya), le présent document fournit des informations essentielles pour aider les participants et les parties prenantes dans leurs discussions sur le programme numérique de la région[[1]](#footnote-2). Il comprend deux parties: la première dresse un état des lieux du niveau de développement de la connectivité numérique en Afrique au moyen d'indicateurs fondamentaux, tandis que la seconde présente des études de cas porteuses d'effets dans la région.

**Une connectivité universelle et efficace doit être un objectif central pour le développement de l'Afrique.** Le concept de connectivité universelle et efficace est devenu un objectif politique essentiel. Une connectivité universelle et efficace consiste à permettre à chacun d'accéder à une expérience en ligne sûre, enrichissante et productive, à un coût abordable. Il ne s'agit pas de connecter tout le monde à tout instant, mais de permettre à chacun d'accéder à l'Internet dans des conditions optimales, à un coût abordable, au moment et à l'endroit voulus.

**La transformation numérique de l'Afrique n'en est qu'à ses débuts.** En Afrique, l'écart entre la réalité numérique et l'ambition d'une connectivité universelle et efficace reste conséquent. Malgré des progrès constants, la connectivité numérique reste limitée, ce qui entrave la transformation numérique de la région. Seule une petite part de la population bénéficie réellement de ce processus et y contribue. La région compte quelques pays dont le développement du numérique dépasse la moyenne mondiale, tandis que d'autres comptent parmi les moins connectés du monde. En outre, il existe des disparités importantes à l'intérieur des pays, avec des écarts particulièrement prononcés entre les populations urbaines et les populations rurales, entre les utilisateurs aisés et les utilisateurs à faible revenu, entre les hommes et les femmes et, enfin, entre les utilisateurs âgés et les jeunes.

**Les réseaux mobiles constituent l'épine dorsale de l'accès à l'Internet en Afrique.** Les infrastructures large bande fixe étant encore limitées et coûteuses, les réseaux mobiles jouent un rôle prépondérant dans l'accès à l'Internet. En 2024, le large bande mobile a couvert 86% de la population africaine, laissant 14% sans possibilité de connexion (cette proportion a atteint 25% dans les zones rurales). Alors que 70% de la population était couverte par la 4G, 16% dépendait encore de la 3G, qui se caractérise par de faibles débits et une expérience limitée en ligne. Le déploiement de la 5G a commencé dans quelques pays, mais n'a bénéficié qu'à 11% de la population.

**L'adoption de l'Internet progresse, mais son utilisation reste loin derrière les autres régions.** En 2024, seulement 38% de la population africaine utilisait l'Internet, soit le taux le plus faible de toutes les régions de l'UIT et nettement inférieur à la moyenne mondiale de 68%. Bien que l'adoption ait progressé, des millions de personnes ne sont toujours pas connectées en raison du coût élevé des services, de l'illettrisme numérique et de l'absence de connectivité fiable, en particulier dans les zones rurales. Les jeunes et les populations urbaines sont le moteur de l'adoption du numérique, tandis que les personnes âgées et les communautés rurales sont toujours à la traîne.

**Le fossé numérique entre les zones urbaines et les zones rurales reste considérable.** En 2024, l'utilisation de l'Internet dans les zones urbaines a atteint 57%, contre seulement 23% dans les zones rurales, soit de loin l'écart le plus important de toutes les régions de l'UIT. Les réseaux 4G et 5G desservent principalement les populations urbaines, tandis que les communautés rurales doivent se contenter de connexions plus lentes et moins fiables. Le développement de l'infrastructure large bande rurale et la mise en place de politiques ciblées pour résoudre les problèmes de connectivité rurale seront essentiels pour réduire cette fracture.

**L'accessibilité financière est un obstacle majeur à l'inclusion numérique.** En 2024, le prix médian d'un forfait d'entrée de gamme pour le large bande mobile (pour 2 Go par mois) était de 4,2% du revenu national brut (RNB) par habitant, en baisse par rapport à 4,6% l'année précédente, même si ce prix reste le plus élevé, toutes régions confondues, et bien au-dessus de l'objectif de 2% en matière d'accessibilité économique fixé par la Commission des Nations Unies sur le large bande. Le large bande fixe est encore moins abordable, avec un prix médian de 15% du RNB par habitant. Ces coûts élevés pèsent de manière disproportionnée sur les groupes à faible revenu et exacerbent les inégalités numériques.

**La réglementation des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique a progressé, mais des problèmes subsistent.** Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays africains ont renforcé leurs cadres réglementaires des TIC, en adoptant des politiques plus compétitives et plus favorables aux investissements. Toutefois, la maturité réglementaire dans la région reste à la traîne par rapport aux tendances mondiales. Seuls 18% des pays africains ont atteint le stade le plus avancé de la réglementation des TIC (G4), alors que la moyenne mondiale est de 38%. Le renforcement de la gouvernance numérique et des cadres réglementaires est essentiel pour accélérer la transformation numérique. La région doit continuer de mettre l'accent sur des politiques numériques solides qui stimulent les investissements dans les infrastructures, des initiatives ciblées sur l'identité et les compétences numériques et la collaboration intersectorielle pour réduire la fracture réglementaire.

**La cybersécurité et la protection des données nécessitent une attention accrue.** À mesure que la connectivité se développe, les risques liés à la cybersécurité, à la fraude en ligne et à la confidentialité des données augmentent également. Entre 2021 et 2024, le score moyen de l'Afrique dans l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) a augmenté de 22 points pour atteindre 57 (sur 100). L'écart avec le score moyen mondial (actuellement 66) a été réduit de moitié. De nombreux pays africains ne disposent toujours pas de stratégie globale en matière de cybersécurité, d'équipe nationale d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et de loi rigoureuse sur la protection des données. Les lacunes en matière de cybersécurité rendent les entreprises et les individus vulnérables aux cybermenaces, ce qui nuit à la confiance dans les services numériques.

**Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont une source de préoccupation croissante pour l'environnement en Afrique.** En 2022, le continent a généré environ 2 milliards de kilogrammes (kg) de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ce qui représente une petite fraction des 62 milliards de kg produits dans le monde. En Afrique, seulement 0,7% des DEEE ont été collectés et recyclés de manière formelle, ce qui est nettement inférieur au taux de recyclage moyen mondial de 22,3%. Ces disparités soulignent le besoin urgent de politiques en matière de gestion des DEEE robustes et d'infrastructures de recyclage pour atténuer les risques environnementaux et récupérer les matériaux précieux. À l'heure actuelle, 12 pays africains seulement ont mis en place une politique générale, une réglementation ou une législation nationale en matière de DEEE.

**Le manque de données fiables sur les TIC est un obstacle majeur au progrès.** L'Afrique fait face à une grave pénurie de statistiques sur les TIC, en particulier celles provenant des enquêtes auprès des ménages. Seuls neuf pays ont fourni des données sur les TIC relatives aux ménages plus récentes qu'en 2021, souvent incomplètes. Les données sur les compétences en matière de TIC sont pratiquement inexistantes, puisque seuls huit pays ont fourni des données sur le sujet depuis 2019 et un seul a fourni des données détaillées sur les niveaux de compétence. Il est essentiel d'intégrer la collecte de données dans les stratégies nationales pour le numérique, car il est indispensable de disposer en temps voulu d'informations détaillées pour concevoir des politiques efficaces, attribuer efficacement les ressources et suivre les progrès accomplis.

**Des exemples de réussite au sein de la région mettent en avant le rôle de la transformation numérique.** La seconde partie du document met en avant certaines initiatives bénéficiant de l'appui de l'UIT. Au Ghana, les personnes malvoyantes acquièrent des compétences numériques essentielles grâce à des programmes de formation spécialisés. En Ouganda, les initiatives de transformation numérique élargissent l'accès aux services de cybergouvernement et améliorent la culture numérique. La République du Congo a renforcé son secteur de la radiodiffusion avec un programme de formation à la télévision numérique terrestre. Au Malawi, une nouvelle politique nationale encourage la gestion durable des DEEE. Au Burundi et en Éthiopie, les femmes entrepreneurs acquièrent des compétences numériques qui contribuent à la prospérité de leurs activités. En Guinée équatoriale, les initiatives d'analyse comparative des TIC permettent de renforcer les capacités réglementaires et de favoriser la collaboration régionale.

**Un effort global et multipartite est nécessaire.** La mise en place d'une connectivité universelle et efficace en Afrique nécessite une approche globale qui donne la priorité à la fois à l'accès et aux autres catalyseurs de l'inclusion numérique. En d'autres termes, bien qu'il soit essentiel de développer les infrastructures d'accès universel, la région doit faire davantage en s'attaquant à des facteurs importants tels que l'accessibilité financière, les compétences numériques et une connectivité fiable. La mise à jour des cadres politiques sera également cruciale pour surmonter ces difficultés. La réussite dépendra de la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales.

**Partie 1: Niveau de connectivité numérique dans la région Afrique et tendances récentes dans ce domaine**

# Règlementation des TIC et cadres politiques dans le domaine du numérique

La réglementation des TIC et les cadres politiques relatifs au numérique jouent un rôle essentiel pour stimuler une transformation numérique durable et inclusive et favoriser des économies numériques florissantes. Pour que les cadres nationaux restent efficaces et souples, il est essentiel d'évaluer les progrès accomplis, de recenser les bonnes pratiques et de combler les lacunes à mesure que l'environnement réglementaire évolue.

*La réglementation des TIC en Afrique progresse, mais pas aussi vite que la tendance mondiale*

Au cours des 15 dernières années, l'Afrique a fait des progrès considérables en matière de régulation des TIC, sous l'impulsion de réformes dans des domaines essentiels tels que l'interconnexion, la qualité de service, le partage des infrastructures et la concurrence. En 2007, la répartition des pays africains était presque égale entre la première (G1) et la deuxième génération (G2), soit les niveaux les moins avancés en matière de réglementation des TIC. La pandémie de COVID-19 a remis au premier plan des problèmes réglementaires de longue date, entraînant des réformes en matière d'octroi de licences d'utilisation du spectre et de taxes appliquées spécifiquement aux services TIC. Toutefois, cet élan s'est essoufflé depuis.

Aujourd'hui, seuls deux des pays les moins avancés (PMA) du continent font toujours partie de la première génération (G1), et les trois quarts des pays de la région sont passés à la deuxième (G2) ou à la troisième génération (G3). Toutefois, les progrès semblent stagner, puisque seuls 18% des pays de la région ont atteint le niveau de quatrième génération (G4), soit le niveau le plus élevé sur l'échelle. Les autres régions font nettement mieux, à l'exception d'une région. À titre de comparaison, 38% de tous les pays du monde avaient atteint le niveau correspondant à la quatrième génération (G4) en 2022, bénéficiant d'un environnement plus favorable aux marchés des TIC.

Évolution des générations de règlementation des TIC dans la région Afrique



Note: Les "générations de réglementation des TIC" forment un cadre conceptuel de haut niveau pour le développement global d'instruments juridiques, de politiques et de gouvernance au niveau national dans les secteurs des TIC et du numérique. Les générations 1 à 4 s'appuient sur les notes au regard de l'outil de suivi réglementaire des TIC:

G1 – Approche de commande et de contrôle: entre 0 et 40

G2 – Ouverture précoce des marchés: entre 40 et 70

G3 – Facilitation des investissements et de l'accès: entre 70 et 85

G4 – Règlementation intégrée des télécommunications: entre 85 et 100

Les données n'étaient pas disponibles pour 2021; les données de 2020 ont servi de modèle pour l'année 2021.

Source: UIT

Les progrès ont été inégaux d'un groupe de pays à l'autre. L'Afrique compte 28 pays les moins avancés (PMA), 16 pays en développement sans littoral (PDSL), dont 13 sont également des PMA, et 5 petits États insulaires en développement (PEID), dont deux PMA[[2]](#footnote-3), ce qui en fait la région qui présente la plus forte concentration de pays vulnérables et de pays les moins avancés. Les PMA et les PDSL sont présents à tous les niveaux de maturité réglementaire. Cinq PMA – le Burkina Faso, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda et le Sénégal – ont atteint le niveau de quatrième génération (G4), aux côtés du Kenya, du Nigéria et de la République sudafricaine. Aucun PEID n'a encore atteint le niveau le plus élevé, bien que la majorité (60%) ait atteint le niveau de troisième génération (G3), faisant des progrès constants dans le renforcement de leurs cadres réglementaires des TIC.

Forts de ces progrès, les pays africains doivent continuer d'améliorer leurs cadres réglementaires nationaux et régionaux. Le renforcement de la réglementation des TIC sera essentiel pour promouvoir la gouvernance numérique et accélérer la transformation numérique sur le continent.

*La gouvernance numérique en Afrique à la traîne*

L'Afrique et la Communauté des États indépendants (CEI) sont les seules régions où aucun pays ne figure dans la catégorie "Chef de file" du cadre de référence pour la réglementation de cinquième génération (G5), qui correspond au niveau le plus élevé pour les cadres de gouvernance numérique[[3]](#footnote-4). Seuls 16% des pays africains, parmi lesquels figurent le Bénin, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Nigéria, la République sudafricaine et le Rwanda, ont atteint le niveau avancé. En particulier, le Bénin et le Rwanda se distinguent en tant que seuls PMA, à l'échelle mondiale, figurant dans cette catégorie, ce qui souligne que des politiques ciblées et poussées ainsi qu'un engagement institutionnel peuvent faire progresser la gouvernance numérique dans n'importe quel contexte de développement.

Cependant, la plupart des pays africains (84%) restent dans la catégorie de niveau "limité" ou "en cours de transition", c'est-à-dire aux niveaux les moins avancés de la gouvernance numérique. Malgré des progrès notables depuis 2021, l'Afrique reste la région la moins bien classée dans les

indices de référence de la gouvernance numérique. En 2023, le score global de la région en matière de gouvernance numérique était de 43%, soit neuf points de pourcentage de moins que la moyenne mondiale.

L'Afrique est à la traîne par rapport aux autres régions dans les quatre piliers de la gouvernance numérique, qui sont les suivants: gouvernance collaborative nationale, principes de conception des politiques, boîte à outils pour le développement du numérique et programme national de politique numérique. La meilleure performance relative concerne la gouvernance collaborative nationale, où la moyenne régionale n'est que de six points de pourcentage inférieure à la moyenne mondiale. Sur les trois autres indices de référence, le continent accuse un retard de 23 à 34 points de pourcentage par rapport aux moyennes mondiales. Ces chiffres donnent à penser que les lacunes juridiques et institutionnelles restent un défi pour une gouvernance numérique efficace, ce qui témoigne de la nécessité urgente de poursuivre les réformes.

*État de préparation des cadres nationaux en Afrique: des progrès inégaux et des écarts persistants*

Le degré de préparation des cadres politiques, juridiques et de gouvernance nationaux à la transformation numérique dépend d'une réglementation solide des TIC et d'une gouvernance numérique adaptative – deux piliers qui se renforcent mutuellement. Ensemble, ils jettent les bases d'une transformation numérique inclusive et durable dans tous les secteurs de l'économie, mais également à l'échelle des pouvoirs publics et de la société. Les cadres nationaux jouent également un rôle crucial dans l'intégration au niveau régional, en permettant aux marchés numériques de se développer au-delà des frontières.

En 2023, l'état de préparation global de l'Afrique à la transformation numérique était de 46%, soit 5 points de pourcentage de moins que la moyenne mondiale. Alors que la région surpasse la moyenne mondiale dans deux indices de référence, elle est à la traîne dans les sept autres, avec des écarts allant de 4 à 11 points de pourcentage.

Des programmes nationaux de transformation numérique solides et cohérents sont un tremplin vers une connectivité universelle et efficace. Ces programmes doivent s'appuyer sur des instruments essentiels tels que des politiques numériques globales et sectorielles, ainsi que sur des stratégies ciblées visant à connecter véritablement tous les citoyens. L'Afrique affiche un critère de référence de 39% pour le programme national de politique numérique, soit un peu moins que la moyenne mondiale, tandis que les PMA et les PEID sont encore plus loin derrière, avec respectivement 35% et 30%. Cette fracture dans les cadres de gouvernance affaiblit la capacité de ces pays à opérer la transformation numérique et risque de compromettre les objectifs de développement plus larges à travers le continent.

Cadres juridiques, politiques et de gouvernance dans l'optique   
de la transformation numérique, 2023



Note: Les neufs critères de référence thématiques (tels que présentés dans le graphique ci-dessus) comportent chacun plusieurs sous indicateurs, conformément au contenu du [Cadre unifié de l'UIT destiné à évaluer l'état de préparation des cadres politiques, juridiques et de gouvernance nationaux dans l'optique de la transformation numérique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-BB.REG_OUT01-2023/fr).

Le graphique montre les résultats moyens obtenus sur les neuf points de référence pour la région Afrique (moyenne du groupe) par rapport à la moyenne mondiale et aux moyennes pour les PMA (28 pays), les PDSL (16 pays) et les PEID (5 pays) de la région. Le pourcentage de réalisation de chaque critère indique la proportion d'indicateurs cibles respectés pour ce critère.

Source: UIT

Cependant, l'Afrique obtient un score de 71% pour ce qui est de la capacité réglementaire, comparable à celui de l'Europe (72%) et nettement supérieur à la moyenne mondiale (63%). Cela montre que les mandats réglementaires sont solidement ancrés dans les cadres juridiques et que les mécanismes de prise de décisions, d'application et de responsabilisation sont bien établis dans la plupart des pays de la région, y compris les PMA, les PDSL et les PEID.

Toutefois, des lacunes subsistent en ce qui concerne la bonne gouvernance et les cadres de régulation du marché. La région, en particulier les PMA et les PEID, affiche ses résultats les plus faibles pour ce qui est de l'engagement des parties prenantes (23%) et des instruments pour les marchés numériques (27%). Ces déficits freinent le développement d'économies numériques inclusives.

La disparité entre la réglementation du marché des TIC (50%) et celle du marché numérique (27%) est particulièrement préoccupante. L'Afrique est avant-dernière du classement des régions pour ce qui est des instruments juridiques applicables aux marchés des TIC, avec neuf points de pourcentage en dessous de la moyenne mondiale. En ce qui concerne les instruments juridiques pour les marchés numériques, l'écart est encore plus grand, avec 12 points de pourcentage, ce qui fait de l'Afrique la région la moins bien classée.

La coopération régionale et internationale en Afrique peut être un puissant moteur de progrès dans tous les principaux domaines de la réglementation des TIC et de la gouvernance numérique. Dans ce domaine, l'Afrique obtient un score de 46%, soit un taux supérieur à la moyenne mondiale, juste derrière l'Europe. Cette force relative présente une opportunité stratégique. En tirant parti de la collaboration régionale, l'Afrique peut accélérer les réformes de la gouvernance numérique, favoriser la convergence de la réglementation et bâtir des écosystèmes numériques dynamiques et porteurs de changements, qui constituent le moteur du progrès économique et social.

*Les politiques s'intéressent de plus en plus à l'inclusion numérique, mais les PMA et les PEID se heurtent à des obstacles*

Au cours de la dernière décennie, les politiques en matière d'inclusion numérique en Afrique ont gagné du terrain. À cet égard, les PDSL ouvrent la voie dans la plupart des domaines et dépassent souvent les critères de référence à l'échelle mondiale.

Les stratégies nationales pour le numérique et les politiques d'accès et de service universels définissent les priorités, les objectifs et les mécanismes propres à garantir l'accès aux technologies et aux services numériques et à permettre une participation efficace à l'économie et à la société. L'adoption de stratégies nationales pour le numérique (57%) et de politiques d'accès universel (86%) en Afrique s'aligne sur les moyennes mondiales. De même, l'accent mis par la région sur des politiques de connectivité soucieuses de l'égalité hommes-femmes (adoptées par 20% des pays) est conforme à la situation à l'échelle mondiale, certes modeste (14%). Les politiques d'accessibilité des TIC sont plus disparates, puisque seuls 23% des pays africains en mettent en place une, ce qui est bien inférieur à la moyenne mondiale de 58%.

Instruments politiques en matière d'inclusion numérique dans la région Afrique, 2023



\* Compte tenu de la cible 8.b des ODD: D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Note: Les moyennes de la région pour les indicateurs fondamentaux relatifs à la stratégie nationale pour le numérique, aux instruments juridiques pour les marchés numériques et aux règles du marché, conformément au Cadre unifié de l'UIT, ont été comparées aux moyennes des PMA, des PDSL et des PEID de la région, ainsi qu'à la moyenne mondiale.

Source: UIT, d'après les données de l'UIT et les indicateurs des ODD.

Les PDSL se sont révélés être les précurseurs des politiques transversales en matière d'inclusion numérique, surpassant les moyennes régionales dans la plupart des domaines. Avec 40% de pays de cette catégorie qui mettent en œuvre des cadres d'identité numérique, les PDSL dépassent les moyennes régionale et mondiale (de 16 et 15 points de pourcentage, respectivement). Cependant, ces pays sont encore à la traîne en ce qui concerne les stratégies en matière d'accessibilité des TIC et l'utilisation des TIC dans l'éducation – des domaines essentiels pour l'inclusion à long terme et la résilience économique.

Ce décalage est encore plus marqué pour les PMA et les PEID. Bien que l'adoption par les PMA de politiques de service universel pour le large bande (79%) soit relativement importante, l'adoption d'une stratégie numérique au niveau national (46%) reste nettement plus faible, ce qui limite leur capacité à mener une transformation numérique à grande échelle. Les instruments politiques fondamentaux font défaut: aucun PMA en Afrique ne dispose d'un cadre pour l'accessibilité des TIC ou l'emploi des jeunes, et seulement un cinquième met en œuvre des stratégies en matière d'inclusion numérique des femmes ou d'utilisation des TIC dans l'éducation.

Les PEID font face aux plus grands défis sur le plan politique lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des cadres d'inclusion numérique, accusant un retard de 7 à 23 points de pourcentage par rapport aux moyennes régionales dans tous les domaines essentiels, à l'exception des politiques de connectivité intégrant le principe de l'égalité hommes-femmes – qui est toutefois l'un des critères de référence régionaux les plus faibles (20%). Maurice est le seul PEID à avoir mis en place un cadre d'identité numérique. En l'absence de tels cadres, les citoyens se heurtent à des obstacles pour accéder aux services publics, à l'inclusion financière et aux débouchés commerciaux.

L'inclusion numérique axée sur les jeunes est essentielle pour ouvrir des perspectives d'apprentissage et des possibilités économiques et favoriser la prospérité à long terme. Pourtant, seuls 39% des pays africains ont adopté des politiques nationales en faveur de l'utilisation des TIC dans l'éducation et des compétences numériques, et les pays vulnérables sont encore plus en retard. De même, les efforts politiques visant à préparer les jeunes à un emploi dans l'économie numérique restent limités. Seuls trois pays, le Ghana, la République sudafricaine et le Rwanda, disposent de stratégies nationales pour l'emploi des jeunes, et le Rwanda est le seul PMA et PDSL du groupe.

Pour parvenir à une véritable inclusion numérique, l'Afrique a besoin de politiques plus ciblées, d'investissements accrus dans les infrastructures et d'initiatives écosystémiques ciblées, en particulier dans les domaines de l'identité numérique et des compétences numériques. La collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les communautés sera essentielle pour réduire les disparités politiques et les fractures numériques, afin de promouvoir une connectivité universelle et efficace sur l'ensemble du continent, en particulier dans les pays les plus vulnérables et les moins avancés.

*Il est urgent de renforcer l'environnement politique africain pour les technologies émergentes*

Les économies numériques ont besoin de cadres politiques et de gouvernance du numérique souples et bien alignés pour exploiter le potentiel des technologies numériques au service du développement, tout en atténuant les risques. La mise en œuvre cohérente et coordonnée de ces politiques peut stimuler l'investissement, créer de nouveaux marchés et améliorer la compétitivité économique au niveau national, tout en optimisant les avantages sociaux. Les politiques relatives aux technologies émergentes jouent un rôle crucial dans ce contexte, en particulier dans les PMA, les PDSL et les PEID, dont beaucoup sont confrontés à des défis importants et présentent des vulnérabilités multidimensionnelles, que ce soit dans leur développement global ou dans leur transformation numérique.

Dans la région Afrique, les politiques relatives aux technologies émergentes en 2023 ont été moins poussées que dans la plupart des autres régions et dans le monde. Seuls 27% des pays de la région disposent de politiques relatives à l'innovation, un levier essentiel pour développer les économies numériques grâce à la science, à la technologie et à l'innovation. La prévalence de ces politiques parmi les PMA, les PDSL et les PEID, soit 20%, représente à peine la moitié de la moyenne mondiale en matière d'adoption. Les politiques numériques sectorielles – en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture et les services financiers, où les technologies numériques et émergentes peuvent stimuler la croissance économique – sont plus courantes et ont été adoptées

par 48% des pays africains. Les politiques relatives au marché numérique, essentielles pour façonner les écosystèmes des technologies émergentes, restent pratiquement inexistantes, puisque seuls 5% des pays de la région ont instauré de telles politiques.

Les cadres politiques portant sur les technologies numériques avancées restent également sous‑développés dans la région. Les stratégies d'informatique en nuage, les plus largement adoptées, ne sont présentes que dans 16% des pays africains. Si les PMA et les PDSL sont en tête pour ce qui est de l'adoption de politiques relatives au nuage, ils sont à la traîne en matière de réglementation de l'Internet des objets (IoT) et de l'intelligence artificielle (IA). De plus, la région n'applique pas de politiques relatives aux technologies du spectre évoluées, ce qui limite les possibilités d'expansion de la connectivité haut débit et des services de prochaine génération.

Les instruments d'expérimentation réglementaires restent sous-utilisés pour façonner les marchés des technologies émergentes en Afrique. Des "bacs à sable" réglementaires ne sont mis en place que dans 23% des pays, ce qui est très inférieur à la moyenne mondiale de 40%. De même, les incitations réglementaires à l'intention des acteurs du marché numérique s'élèvent à 23%, soit près de la moyenne mondiale de 25%, mais restent insuffisantes pour favoriser une croissance rapide du marché. Les exonérations fiscales appliquées au secteur des TIC sont particulièrement faibles par rapport à d'autres régions (39%), à l'exception des PDSL, qui s'alignent sur la moyenne mondiale de 56%.

Environnement propice aux technologies émergentes dans la région Afrique, 2023



Note: La moyenne de la région pour les indicateurs fondamentaux relatifs à la stratégie nationale pour le numérique, aux instruments juridiques pour les marchés numériques et à la participation des parties prenantes, conformément au Cadre unifié de l'UIT, a été comparée aux moyennes des PMA, des PDSL et des PEID de la région ainsi qu'à la moyenne mondiale.

Source: UIT

Compte tenu de la rapidité de l'évolution qui caractérise les technologies émergentes, les pays africains doivent intensifier leurs efforts pour créer un environnement politique et réglementaire solide qui favorise l'innovation numérique, l'entrepreneuriat et la création de valeur. Le renforcement des cadres juridiques et institutionnels et de la bonne gouvernance, la réduction des lacunes en matière de politique et le renforcement de la coopération régionale et internationale seront essentiels pour édifier des écosystèmes numériques inclusifs et durables aux niveaux

national et régional. En promouvant des réformes ciblées et en alignant les stratégies nationales sur les tendances mondiales, l'Afrique peut exploiter les technologies émergentes pour stimuler la transformation économique, améliorer les services publics et promouvoir l'inclusion numérique.

Un important ensemble d'initiatives à l'intention des PMA, des PDSL et des PEID adoptées par les Nations Unies[[4]](#footnote-5) traite de la nécessité urgente de renforcer la connectivité, la transformation numérique et la gouvernance numérique dans ces pays. Doter les PMA, les PDSL et les PEID africains d'instruments politiques solides doit être une priorité pour appuyer le développement et l'adoption rapides et responsables des technologies émergentes. Sans une action politique décisive, ces pays risquent de voir s'aggraver la fracture numérique et de manquer des occasions cruciales dans l'économie numérique mondiale.

# Utilisation de l'Internet

*L'Afrique a le taux d'utilisation de l'Internet le plus faible de toutes les régions*

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet



Source: UIT

La proportion de personnes connectées en Afrique était de 38% en 2024, bien en deçà de la moyenne mondiale de 68%. Cela fait de l'Afrique la région où le taux de pénétration de l'Internet est le plus faible, avec 29 points de pourcentage de retard par rapport à l'avant-dernière région du classement.

Cependant, l'Afrique rattrape lentement son retard. Depuis 2005, le taux de pénétration de l'Internet dans la région est en moyenne de 16,7% par an, contre 8% à l'échelle mondiale. Au cours des dix dernières années, la croissance a été plus modeste, avec 10,7% contre 6,1% à l'échelle mondiale.

L'Afrique est une région très hétérogène qui comprend de petites îles ainsi que de grands pays enclavés. La région compte 32 des 44 pays les moins avancés (PMA) du monde. Cette hétérogénéité se retrouve dans les données nationales relatives à l'utilisation de l'Internet, avec des taux de pénétration allant de 11 à 87%. Dans la plupart des pays de la région, l'utilisation universelle de l'Internet est encore loin d'être atteinte[[5]](#footnote-6).

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet en Afrique   
(en 2023 ou pour la dernière année disponible)[[6]](#footnote-7)



Note: Les données non officielles sont dans une teinte plus claire, les données fournies par les pays dans une teinte plus foncée.

Source: UIT

*L'écart entre les hommes et les femmes en matière d'utilisation de l'Internet est le plus important au monde*

En 2024, 43% des hommes étaient connectés en Afrique, contre 31% des femmes. Cela correspond à une note de parité hommes-femmes (GPS)[[7]](#footnote-8) de 0,72, bien inférieure à la note mondiale de 0,94, et montre à quel point la parité hommes-femmes est loin d'être atteinte. Point positif, au cours des cinq dernières années, la note GPS de l'Afrique a progressé, passant de 0,69 à 0,72.

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet, ventilé par sexe (2024)



Source: UIT

La parité hommes-femmes est étroitement liée au niveau de développement général et au taux de pénétration de l'Internet dans un pays. Parmi les quelques pays pour lesquels des données sont disponibles, ceux où le taux de pénétration de l'Internet est le plus faible ont généralement la note GPS la plus basse. La principale exception est le Zimbabwe où, malgré un taux global de pénétration de l'Internet très faible, la parité hommes-femmes a été atteinte, avec un nombre encore plus élevé de femmes que d'hommes utilisant l'Internet.

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet, ventilé par sexe,   
en 2023 ou pour la dernière année disponible



Source: UIT

*Les jeunes sont le véritable moteur de l'adoption de l'Internet*

Pourcentage des 15-24 ans qui utilisent l'Internet (2024)



Source: UIT

Dans la région Afrique, 53% des 15-24 ans ont utilisé l'Internet en 2024, contre 34% pour le reste de la population. Le fossé générationnel, mesuré par le rapport entre ces deux chiffres, est supérieur à la moyenne mondiale. Tant dans la région qu'à l'échelle mondiale, ce ratio n'a cessé de diminuer au cours des quatre dernières années.

Les données récentes ventilées par âge sur l'utilisation de l'Internet ne sont pas largement disponibles dans les pays de la région. Dans trois de ces pays, le pourcentage de jeunes connectés à l'Internet est relativement élevé. Ce chiffre contraste fortement avec la proportion de personnes âgées (75 ans et plus) utilisant l'Internet, qui est faible ou très faible dans tous les pays.

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet, ventilé par âge   
(2023 ou dernière année disponible)



Source: UIT

*L'écart entre les zones rurales et les zones urbaines en Afrique concernant l'utilisation de l'Internet est le plus élevé de toutes les régions*

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet, selon leur emplacement (2024)

Source: UIT

Dans les zones urbaines de la région Afrique, 57% de la population était connectée en 2024, contre 23% dans les zones rurales. Cet écart est beaucoup plus important qu'il ne l'est à l'échelle mondiale, puisque 83% des personnes sont en ligne dans les zones urbaines contre 48% dans les zones rurales.

Les données récentes sur l'utilisation de l'Internet ventilées par population urbaine et population rurale ne sont pas non plus largement disponibles. Dans les quatre pays ci-dessous, plus la pénétration globale de l'Internet est élevée, plus l'écart entre zones urbaines et zones rurales est réduit.

Pourcentage de personnes qui utilisent l'Internet, selon leur emplacement   
(2023 ou dernière année disponible)



Source: UIT

# Abonnements au large bande

*De faibles taux d'abonnement au large bande mobile; le large bande fixe quasi inexistant*

Abonnements au large bande pour 100 habitants

|  |  |
| --- | --- |
| **Mobile** | **Fixe** |

Source: UIT

En 2024, le nombre d'abonnements au large bande mobile pour 100 habitants dans la région Afrique était de 52, soit nettement moins que la moyenne mondiale de 95 abonnements et le nombre le plus bas, toutes régions confondues. Pour le large bande fixe, la situation était encore pire. Avec moins d'un abonnement pour 100 habitants, le large bande fixe est quasi inexistant en Afrique.

Abonnements actifs au large bande mobile pour 100 habitants   
(2023 ou dernière année disponible)



Remarques: Les données soumises par les pays sont dans une teinte plus foncée, les données non officielles dans une teinte plus claire.

Source: UIT

La rareté des abonnements au large bande fixe souligne l'importance du large bande mobile comme porte d'entrée vers l'Internet. Dans la plupart des pays de la région, le nombre d'abonnements au large bande mobile est en hausse. Cependant, les chiffres font apparaître un écart important entre le taux le plus faible (1 abonnement pour 100 habitants) et le plus élevé (138 abonnements pour 100 habitants).

Seuls deux pays de la région, Maurice et les Seychelles, ont atteint un niveau significatif d'abonnements au large bande fixe, avec respectivement 27 et 31 abonnements pour 100 habitants. Dans tous les autres pays sauf un, le taux était inférieur à 4 abonnements pour 100 habitants.

Abonnements au large bande fixe pour 100 habitants   
(2023 ou dernière année disponible)

A graph of a number of people

AI-generated content may be incorrect.

\* Les données sont des estimations de l'UIT.

Source: UIT

# Couverture des réseaux mobiles

*Des lacunes considérables et persistantes en matière de couverture*

Pourcentage de la population couverte, par type de réseau mobile

|  |  |
| --- | --- |
| **Afrique** | **Monde** |

Note: Les valeurs pour les réseaux 2G, 3G et 4G indiquent le pourcentage progressif de la population qui n'est pas desservie par un réseau de technologie plus évoluée (par exemple, en 2024, 96% de la population mondiale était desservie par au moins un réseau 3G ou ultérieur, c'est-à-dire 4% + 41% + 51%). Les données sont insuffisantes pour produire des estimations de la couverture 5G avant 2020.

Source: UIT

Entre 2020 et 2024, la couverture du réseau mobile 5G dans la région est passée de 0 à 11% de la population, bien en deçà du taux de couverture mondiale, qui est passée de 9 à 51% au cours de la même période. Au niveau régional, le réseau mobile 4G couvrait 71% de la population en 2024, un chiffre largement en-deçà de la moyenne mondiale (92%). De plus, 86% de la population africaine avait accès à un réseau large bande mobile de 3ème génération au moins, ce qui laisse 14% sans accès à ce type de réseau et donc sans aucune possibilité d'accéder à l'Internet. Cet écart de couverture était supérieur de 10 points de pourcentage à la moyenne mondiale, soit un écart plus important que dans toute autre région.

Pourcentage de la population desservie, par type de réseau mobile   
(2023 ou dernière année disponible)



\* Les données sont des estimations de l'UIT.

Note: Les valeurs pour les réseaux 2G, 3G et 4G indiquent le pourcentage progressif de la population qui n'est pas desservie par un réseau de technologie plus évoluée (par exemple, en 2023, 96% de la population du Lesotho était desservie par au moins un réseau 3G ou ultérieur, c'est-à-dire 85% + 11%).

Source: UIT

En 2023, le déploiement de la 5G a commencé dans neuf pays, même s'il n'était pas encore très étendu dans certains de ces pays. Dans le même temps, dans 14 pays, moins de la moitié de la population avait accès à un réseau 4G.

Couverture de la population, par type de réseau   
mobile et emplacement (2024)

Note: Les valeurs pour les réseaux 2G, 3G et 4G indiquent le pourcentage progressif de la population qui n'est pas desservie par un réseau de technologie plus évoluée (par exemple, 90% de la population mondiale vivant en zone rurale était desservie par au moins un réseau 3G ou ultérieur, c'est-à-dire 29% + 53% + 8%).

Source: UIT

De manière similaire à l'utilisation de l'Internet, on retrouve un écart important de disponibilité des réseaux entre zones rurales et zones urbaines. En 2024, la 5G a couvert 25% de la population urbaine en Afrique, mais presque personne dans les zones rurales. Les disparités sont beaucoup plus faibles pour les réseaux 4G, avec 98% de la population couverte en zone urbaine contre 49% en zone rurale. En ajoutant les réseaux 3G, la couverture atteignait 100% en milieu urbain mais seulement 75% en milieu rural. En d'autres termes, si chaque résident en zone urbaine bénéficie d'un accès à un réseau mobile large bande, un quart de la population rurale en Afrique n'est toujours pas raccordée au réseau.

# Disponibilité d'une infrastructure large bande fixe

*Seulement trois personnes sur dix vivent à moins de 10 km d'un nœud à fibres optiques*

L'infrastructure large bande fixe constitue l'épine dorsale de l'Internet et la pierre angulaire des efforts de transformation numérique. Dans le cadre des travaux de recherche en cours à l'UIT, l'initiative "cartographie du large bande" donne un aperçu de l'emplacement des infrastructures large bande fixe. En superposant ces données avec des données démographiques, il est possible de déduire la disponibilité et la proximité du large bande fixe pour les populations. Ces renseignements sont essentiels lors de la planification des projets d'infrastructure – qui sont onéreux – et permettent de s'assurer que les réseaux ont la capacité et la portée nécessaires.

Carte des réseaux de transmission et des câbles sous-marins pour la région Afrique



Note: L'image présente les câbles sous-marins actifs et en projet, ainsi que les réseaux de transmission (câble à fibres optiques et hyperfréquences) opérationnels, en projet et en construction.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UIT et de son Secrétariat, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Source: UIT, <https://bbmaps.itu.int/app>

La proximité d'un nœud à fibres optiques est une mesure fondamentale de la connectivité transformatrice, car elle a des incidences directes sur la qualité de fonctionnement, la fiabilité et l'évolutivité des réseaux. Elle réduit le temps de latence, améliore la stabilité de la connexion et abaisse les coûts de déploiement, ce qui rend l'accès au large bande moins onéreux et plus efficace. Il est en outre plus facile d'effectuer les mises à niveau nécessaires pour répondre à la hausse de la demande de bande passante, et faire en sorte que les réseaux soient adaptés aux évolutions futures.

En 2023, 30% de la population de la région Afrique habitait à moins de 10 km d'un nœud à fibres optiques. La moitié de la population (49%) vivait à moins de 25 km d'un nœud, les deux tiers (67%) à moins de 50 km et quatre personnes sur cinq (79%) à moins de 100 km.

Pourcentage de la population desservie par un nœud à fibres optiques (2023)



Note: Le pourcentage de la population desservie par les réseaux de transmission correspond au pourcentage de personnes à portée physique de nœuds raccordés aux réseaux de transmission de Terre centraux pour une distance donnée (voir à l'adresse <https://bbmaps.itu.int/indicators-bbmaps>).

Source: UIT

# Trafic Internet et largeur de bande internationale

*Le volume de trafic Internet en Afrique est faible*

Trafic Internet large bande par abonnement   
et par mois, en gigaoctets (Go)

|  |  |
| --- | --- |
| **Mobile** | **Fixe** |

Source: UIT

Le trafic Internet mesure le volume total de données téléchargées ou téléversées par les utilisateurs finals sur une période donnée. Pour en faciliter l'interprétation, les chiffres présentés représentent le trafic mensuel moyen par abonnement au large bande fixe ou mobile. Les niveaux de trafic sont sensiblement plus élevés pour le large bande fixe que pour le large bande mobile, non seulement parce que les abonnements sont partagés par plusieurs utilisateurs (par exemple dans les ménages), mais aussi parce que les chiffres tiennent compte du trafic mobile échangé par WiFi, le cas échéant.

L'Afrique est non seulement la région où le taux de pénétration de l'Internet est le plus faible, mais aussi celle où la quantité de données consommée est la plus faible. Entre 2019 et 2024, le trafic large bande mobile mensuel a bondi de 0,9 à 3 gigaoctets (Go) par abonnement au large bande mobile en Afrique, alors que le trafic mondial est passé de 6 à 14 Go par abonnement au large bande mobile sur la même période. On observe le même schéma pour le trafic large bande fixe, qui a augmenté de 77 à 159 Go par abonnement au large bande fixe et par mois en Afrique, contre une augmentation de 141 à 311 Go par abonnement et par mois au niveau mondial.

Trafic Internet large bande mobile (Go) par abonnement   
et par mois (2023 ou dernière année disponible)

A graph of the number of countries/regions

AI-generated content may be incorrect.

Note: Il s'agit du trafic Internet qui prend sa source à l'intérieur du pays.

Source: UIT

Dans la région, les indicateurs de trafic Internet sont assez hétérogènes. Pour le trafic large bande mobile, les valeurs allaient de 0,1 Go par abonnement et par mois à 32 Go. Pour le trafic large bande fixe, l'écart allait d'un niveau pratiquement nul à 474 Go par abonnement et par mois.

Trafic Internet large bande fixe (Go) par abonnement   
et par mois (2023 ou dernière année disponible)

Source: UIT

L'utilisation de la largeur de bande internationale, différente du trafic Internet, est une mesure de débit qui représente la capacité moyenne annuelle des connexions internationales qui transitent habituellement par les câbles à fibres optiques terrestres ou sous-marins ou les faisceaux hertziens. Cet indicateur ne tient pas compte de la totalité du trafic montant et descendant, mais uniquement de la plus grande des deux valeurs. À des fins de comparaison, le volume total du trafic est divisé par le nombre d'internautes d'un pays. L'utilisation de la bande passante internationale en Afrique s'est établie à 80 kbit/s en 2024, bien en deçà de la moyenne mondiale de 323 kbit/s.

Largeur de bande internationale par internaute (kbit/s)



Source: UIT

L'utilisation de la bande passante internationale reflète l'état des infrastructures de connectivité internationale (présence de câbles sous-marins et terrestres, en tenant compte des redondances) et le degré de connexion d'un pays aux flux internationaux de données. La demande de largeur de bande internationale dépend de nombreux facteurs propres à chaque pays, tels que la situation géographique, la taille et le développement des infrastructures de connectivité nationale sur le

kilomètre intermédiaire (par exemple, les petites îles dépendent de liaisons internationales, tandis que de grands pays, avec une densité plus élevée de centres de données et de points d'échange Internet, peuvent afficher une demande plus faible de données internationales).

La région présente des données variées. La bande passante la plus utilisée était supérieure à 500 kbit/s, cependant dans pas moins de 30 pays, les niveaux d'utilisation de la bande passante relevés étaient inférieurs à 100 kbit/s, ce qui donne à penser que les liaisons internationales peuvent entraver la connectivité universelle et efficace.

Largeur de bande internationale par internaute (kbit/s)  
(dernière année disponible)

Source: UIT

# Accessibilité financière des services TIC

*De manière générale, les services large bande ne sont pas accessibles financièrement en Afrique*

Prix du panier du large bande en pourcentage du revenu national brut (RNB)   
par habitant (2018-2024)

|  |  |
| --- | --- |
| **Mobile (2 Go)** | **Fixe (5 Go)** |

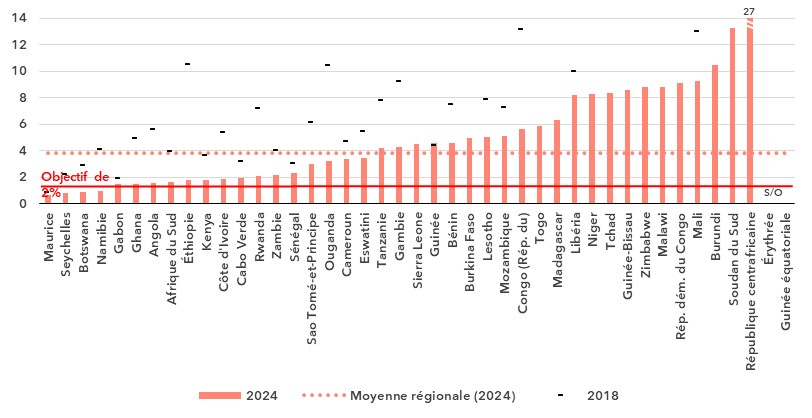
Note: Les valeurs médianes figurant dans le graphique correspondent au pourcentage du RNB par habitant pour l'ensemble des économies pour lesquelles des données étaient disponibles chaque année de 2018 à 2024 pour un panier donné, afin d'ajuster les effets de la disponibilité changeante des données.

Source: UIT

Le coût de l'Internet est un obstacle à son utilisation et à une connectivité efficace. La [Commission UIT/UNESCO sur le large bande au service du développement durable](https://www.broadbandcommission.org/) s'est donné pour objectif de rendre le large bande financièrement accessible d'ici à 2025 dans les pays en développement, sachant que l'accessibilité financière est définie comme étant la mise à disposition d'un accès large bande à un prix inférieur à 2% du RNB mensuel par habitant.

Les prix d'entrée de gamme du large bande mobile pour les données uniquement ont considérablement diminué dans la région, passant de 7,3% du RNB par habitant en 2018 à 3,9% en 2024, mais restent toutefois bien supérieurs à l'objectif de 2% fixé par la Commission sur le large bande[[8]](#footnote-9). En ce qui concerne le service large bande fixe d'entrée de gamme, le prix médian en 2024 était de 13,4% du RNB par habitant, un niveau bien au-dessus de l'objectif fixé par la Commission sur le large bande. Ces prix très élevés expliquent le faible niveau d'abonnements au large bande fixe dans la région.

Prix du panier du large bande mobile en pourcentage   
du revenu national brut par habitant (2024)



Source: UIT

Dans 29 des 42 pays, le prix du large bande mobile était supérieur à l'objectif fixé par la Commission sur le large bande et, pour 17 d'entre eux, représentait plus de 5% du RNB par habitant. En ce qui concerne le large bande fixe, à l'exception de 3 pays sur 32, les prix étaient supérieurs à l'objectif de 2%. Dans 27 pays, le prix était supérieur à 5% du RNB par habitant.

Prix du panier du large bande fixe en pourcentage du revenu national brut   
par habitant (2024 ou dernière année disponible)



Source: UIT

# 

# Possession d'un téléphone mobile et abonnements de téléphonie mobile

*Deux tiers de la population possèdent un téléphone mobile*

|  |  |
| --- | --- |
| **Pourcentage de personnes possédant un téléphone mobile** | Pourcentage de personnes possédant un téléphone mobile, ventilé par sexe (2024) |

Note: Les chiffres sont donnés pour les individus âgés de 10 ans et plus.

Source: UIT

En 2024, 66% des personnes âgées de 10 ans et plus possédaient un téléphone mobile dans la région Afrique, soit 14 points de pourcentage de moins que la moyenne mondiale. Au cours des cinq dernières années, ce taux de possession est passé de 54% à 66%, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,2%. La note de parité entre les sexes pour la possession d'un téléphone mobile s'est améliorée pour atteindre 0,81 contre 0,78 en 2021. À titre de comparaison, la note globale s'est également légèrement améliorée au cours de cette période pour passer de 0,91 à 0,93. Dans 12 pays (sur 39), moins de 60% de la population possédait un téléphone mobile.

Pourcentage de personnes possédant un téléphone mobile   
(2023 ou dernière année disponible)



Notes: Les chiffres sont donnés pour les personnes âgées de 10 ans et plus. Les données non officielles apparaissent dans une couleur plus claire, les données fournies par les pays dans une couleur plus foncée.

Source: UIT

Abonnements à la téléphonie mobile cellulaire pour 100 habitants



Note: Les données non officielles apparaissent dans une couleur plus claire, les données fournies par les pays dans une couleur plus foncée.

Source: UIT

Pour pouvoir utiliser un téléphone mobile, il est nécessaire de souscrire un abonnement à la téléphonie mobile cellulaire ou au large bande mobile. Le nombre d'abonnements dans la région Afrique était de 98 pour 100 habitants en 2024, soit 14 points de moins que la moyenne mondiale. L'Afrique a progressivement rattrapé son retard mondial avec un taux de croissance annuel moyen de 3,4% sur les dix dernières années, contre 1,5% au niveau mondial.

Au niveau national, un écart important subsiste entre les pays où le nombre d'abonnements pour 100 habitants est le plus faible et ceux où le nombre d'abonnements pour 100 habitants est le plus élevé, avec respectivement 32 et 185 abonnements.

Abonnements au service mobile cellulaire pour 100 habitants   
(2023 ou dernière année disponible)

A graph of the number of countries/regions

AI-generated content may be incorrect.

Source: UIT

# Compétences dans le domaine des TIC

*Le manque de données nuit à la qualité de l'évaluation des compétences dans le domaine des TIC*

En raison du caractère subjectif des déclarations personnelles concernant les compétences dans le domaine des TIC, la mesure se fonde sur des enquêtes réalisées auprès des ménages pour savoir si une personne donnée a récemment effectué certaines activités. La réalisation de ces activités présuppose un certain degré de maîtrise des compétences numériques pertinentes. Les activités en question sont groupées en cinq thèmes: maîtrise de l'information et des données; communication et collaboration; création de contenu numérique; sécurité; et résolution de problèmes.

L'importance des compétences numériques pour mettre les TIC au service de la prospérité économique et du bien-être social est bien documentée, mais les données à ce sujet restent très rares, en particulier en ce qui concerne la région Afrique, où seulement huit pays ont soumis des données sur les compétences en matière de TIC depuis 2019 et où un seul pays a soumis des informations détaillées sur les niveaux de compétence en matière de TIC (voir l'encadré pour plus de détails sur la méthode de calcul des niveaux de compétence en matière de TIC).

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Méthode de calcul du niveau de compétence dans le domaine des TIC  À sa 11ème réunion, tenue en septembre 2023, le Groupe d'experts de l'UIT sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) a [recommandé de modifier](https://www.itu.int/itu-d/meetings/statistics/wp-content/uploads/sites/8/2023/09/Report-of-the-EGH-subgroup-on-ICT-Skills.pdf) la manière dont sont communiquées les données sur les niveaux de compétence en matière de TIC – en insistant notamment sur l'importance d'évaluer les niveaux de compétence des personnes dans différents domaines.  *Les personnes devraient être évaluées sur la base du nombre d'activités qu'elles déclarent avoir effectuées dans un certain domaine de compétence au cours des trois derniers mois, à l'aide de l'échelle de progression suivante:*   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Aucune compétence** | **Compétence élémentaire** | **Compétence élémentaire supérieure** | | 0 activité | 1 activité | > 1 activité |   • Les niveaux de compétence ne devraient pas être évalués dans les domaines où moins de deux indicateurs sont recueillis.  • Une pondération égale devrait être attribuée aux indicateurs d'un même domaine de compétence.  • Les domaines de compétence comportant un nombre différent de composantes devraient être traités de la même manière.  Bien qu'elle n'exige pas la collecte de données supplémentaires, cette recommandation nécessite que les pays effectuent des analyses supplémentaires sur les microdonnées d'enquête existantes. L'UIT a demandé pour la première fois des données sur les compétences en matière de TIC lors de sa campagne de collecte menée en avril 2024 et a reçu des données de 40 pays, dont un pays de la région Afrique. Les autres pays n'ont pas été en mesure de fournir des données, quand bien même les données relatives aux activités sous-jacentes avaient été collectées dans de nombreux cas. La disponibilité des données devrait s'améliorer à mesure que les acteurs concernés s'approprient ces nouvelles recommandations. |

Les données sur les compétences dans le domaine des TIC ne se limitent pas au simple accès aux TIC et à leur utilisation pour donner une idée des capacités des utilisateurs des TIC. Le Malawi est le seul pays de la région Afrique à disposer de données sur la prévalence des compétences en matière de TIC, exprimées en proportion du nombre d'internautes. Ces données mettent en relief les domaines dans lesquels il faut veiller à améliorer les compétences en matière de TIC.

Pourcentage d'internautes possédant des compétences dans le domaine des TIC au Malawi,   
par niveau de compétence (2023)



Note: Les données concernent les personnes âgées de 15 ans et plus.

Source: UIT

Il existe une différence prononcée entre les cinq domaines de compétences. On relève un niveau très élevé de compétence dans les domaines de la communication et de la collaboration au Malawi, dans lesquels 90% des internautes déclarent avoir au moins des compétences de base. La maîtrise de l'information et des données arrive loin derrière, 27% des internautes déclarant être dotés au moins de compétences de base dans ce domaine.

Les résultats pour les trois autres domaines de compétences sont encore plus faibles, en particulier pour la sécurité, domaine dans lequel seulement 8% des internautes déclarent avoir au moins des compétences de base.

Les données fournies par les sept autres pays ne permettent pas d'établir des comparaisons pertinentes au niveau international. Pour pouvoir évaluer correctement le niveau de compétence en matière de TIC dans la région Afrique, il est impératif d'investir dans la collecte de données.

# Recettes et investissements

*Le secteur des télécommunications est un moteur essentiel de l'économie en Afrique*

Le secteur des télécommunications est un important catalyseur du développement économique, avec des incidences directes et indirectes. S'il est difficile de saisir les incidences indirectes, les données récentes sur les recettes et les investissements révèlent l'importance des effets directs du secteur sur le développement, mais aussi les écarts considérables entre pays.

Recettes tirées de tous les services de télécommunication, en milliards USD et   
en pourcentage du PIB (2023 ou dernière année disponible)



Note: Les taux de change annuels moyens ont été appliqués, et les valeurs sont celles de la dernière année disponible, à prix constants de 2023.

Source: UIT, indicateurs de la Banque mondiale sur le développement mondial

Le secteur des services TIC comprend la fourniture de services de télécommunication et les activités connexes, c'est-à-dire la transmission de signaux vocaux, de données, de textes, de sons et de vidéos sur des réseaux filaires, hertziens, à satellite ou autres[[9]](#footnote-10). Les recettes totales issues de la vente au détail du secteur dans la région Afrique pour les 30 pays qui ont fourni des données au cours de la dernière année disponible depuis 2021, sont estimées à environ 42 milliards USD. Cependant, la taille du marché des télécommunications varie considérablement d'un pays à un autre, 14 pays affichant des recettes inférieures à 500 millions USD, tandis que les deux premiers marchés ont atteint près de 9 milliards USD.

Ce secteur a contribué en moyenne à hauteur de 2,6% au PIB de la région. Au niveau des différents pays, cette contribution varie entre moins de 0,9% et 5,2%.

Investissements annuels dans les services de télécommunication,   
en milliards USD et en pourcentage du PIB



Note: Les données représentées sont les moyennes sur trois ans des points de données disponibles sur la période 2021-2023, afin de corriger les fluctuations annuelles et les absences de données. Les montants des investissements sont en USD constants de 2023.

Source: UIT, indicateurs de la Banque mondiale sur le développement mondial

Le déploiement des nouvelles technologies de réseau et la modernisation des réseaux existants exigent des capitaux importants. Les projets d'investissement s'étendent souvent sur plusieurs années et les dépenses fluctuent, c'est pourquoi les statistiques sont présentées sous la forme d'une moyenne pour la période 2021-2023. Les pays de la région Afrique pour lesquels des données sont disponibles ont enregistré des investissements annuels allant de moins de 5 millions USD, dans trois pays, à plus de 2 milliards USD, sur les deux plus grands marchés. Cela correspond à une valeur médiane de 0,5% du PIB sur la période 2021-2023[[10]](#footnote-11).

Cette somme se répartit de manière inégale entre les pays de la région, et tant le niveau des dépenses d'investissement que la part du PIB que ces dépenses représentent varient fortement. Les faibles niveaux d'investissement dans les pays où la couverture par les réseaux mobiles présente des lacunes et où la pénétration des services large bande mobiles et fixes est faible sont particulièrement préoccupants, car ils entretiennent la fracture numérique et freinent le développement en Afrique.

# Cybersécurité

*Les pays africains démontrent que la cybersécurité peut faire partie du développement du numérique*

Une connectivité efficace s'appuie sur des communications sécurisées et dignes de confiance. Avec plus de 450 millions d'internautes en Afrique aujourd'hui, la cybersécurité ne peut pas être une considération secondaire. Elle nécessite une approche holistique portant sur les aspects juridiques, techniques et organisationnels ainsi que sur le renforcement des capacités et la coopération. Depuis 2015, l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) mesure les actions prises par les pays dans chacun de ces cinq domaines, qui constituent les "piliers" de l'Indice GCI. L'Indice GCI correspond à une note sur une échelle de 0 à 100. L'édition de 2024 a montré une amélioration notable de l'engagement mondial en faveur de la cybersécurité: la note moyenne au niveau mondial a en effet atteint 66 sur 100, ce qui représente une hausse de 14 points par rapport à l'édition de 2021. Les pays d'Afrique ont également renforcé leur stratégie et affichent un score moyen de 57, soit une amélioration notable de 22 points.

Notes attribuées dans le cadre de l'Indice GCI (2017-2024)



Note: Les questions et leur pondération ont été actualisées d'une édition à l'autre, en collaboration avec le Groupe d'experts sur l'Indice GCI, afin de mieux mesurer l'engagement pris par les pays en faveur de la cybersécurité.

Source: UIT

Avec un écart de 98 points entre le pays le plus performant (Maurice avec une note maximale de 100) et le pays le moins performant dans le domaine (l'Érythrée avec une note de 2), sachant que le second pays le moins performant, la République centrafricaine, ne fait guère mieux avec une note de 5 points, les résultats obtenus par les pays de la région Afrique dans le cadre de l'Indice GCI sont disparates.

Alors que la région est confrontée à des défis, les progrès en Afrique ont été facilités par la mise en œuvre de stratégies nationales en matière de cybersécurité, l'application et l'harmonisation des lois, l'amélioration des mesures d'intervention en cas d'incident et le renforcement des capacités. Par exemple, la République démocratique du Congo, l'Eswatini et le Togo ont réalisé des progrès considérables.

Le pilier technique de l'Indice GCI évalue l'efficacité des mécanismes nationaux et des structures institutionnelles dans la détection, la prévention, le traitement et l'atténuation des cybermenaces et des incidents. Les équipes d'intervention en cas d'incident informatique (équipes CIRT), chargées de la protection contre les incidents liés à la cybersécurité, de la détection et de la réponse à ces incidents, peuvent renforcer la capacité des pays à gérer les incidents de

cybersécurité. En Afrique, 24 pays (55%) disposent d'équipes CIRT nationales et nombre d'entre eux participent aux cyberexercices régionaux. Il faudra mettre en place d'autres équipes CIRT afin de renforcer les efforts visant à protéger les infrastructures essentielles de l'information.

Notes globales et par pilier de l'Indice GCI (2024)

Note: La note globale de l'Indice GCI est égale à la somme des notes individuelles obtenues pour chacun des cinq piliers.

Source: UIT

La protection en ligne des enfants regroupe les stratégies et initiatives conçues pour protéger les enfants contre les dangers ou l'exploitation en ligne. Il s'agit notamment de veiller à ce que les enfants utilisent des logiciels et des outils de filtrage adaptés à leur âge, et de sensibiliser les parents et les enfants à la sécurité en ligne. La protection en ligne des enfants est évaluée au moyen de questions relevant de trois piliers: cadre juridique, mesures organisationnelles et mesures de renforcement des capacités. Dans le monde, 164 pays ont indiqué avoir mis en place des mesures juridiques pour la sécurité en ligne des enfants dans l'édition de 2024 de l'Indice GCI, contre 130 pays dans l'édition précédente. Ces mesures s'inscrivaient parfois dans le cadre d'autres règles, règlements et lois matérielles, par exemple en matière de criminalité en ligne ou d'exploitation sexuelle. En Afrique, 17 pays (39%) ont, sous une forme ou une autre, une stratégie de protection en ligne des enfants avec des mesures associées. Il est essentiel d'établir un lien entre ces mesures et les efforts d'éducation à l'intention des enseignants, des parents et des décideurs afin d'obtenir des retombées durables.

Enfin, pour combler le manque de professionnels de la cybersécurité, les pays développent de plus en plus les compétences en cybersécurité au sein de leur population. Si dans 27 pays d'Afrique (61%) il existe des formations universitaires dans le domaine de la cybersécurité, il est toutefois nécessaire de prendre des mesures supplémentaires pour faire en sorte qu'il existe diverses manières d'acquérir des compétences en matière de cybersécurité afin de répondre aux besoins actuels dans ce domaine.

# Gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques

*L'absence de politiques globales en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques reste un problème majeur*

À l'heure où les pays cherchent à exploiter la technologie pour stimuler la croissance économique et atteindre leurs objectifs prioritaires de développement, il est de plus en plus urgent de s'attaquer au défi que représente la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Le renforcement des politiques et de la réglementation en matière de gestion des DEEE est primordial pour garantir la durabilité environnementale, soutenir les pratiques de l'économie circulaire et progresser vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Déchets d'équipements électriques et électroniques produits, en millions de kg (2022)



Source: UIT et UNITAR, [Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques 2024](https://www.itu.int/hub/publication/d-gen-e_waste-01-2024/#/fr)

Il ressort du [Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques 2024](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Publications/The-Global-E-waste-Monitor-2024.aspx) qu'en 2022, les pays de la région Afrique ont produit environ 2 milliards de kg de DEEE, soit légèrement moins de 3,3% du volume mondial (62 milliards de kg). Toutefois, les disparités sont importantes dans la région. Avec une production respective de 527 millions de kg et 497 millions de kg, l'Afrique du Sud et le Nigéria sont les plus gros producteurs de déchets de la région et représentent ensemble plus de 50% de la quantité totale de déchets d'équipements électriques et électroniques de la région. En revanche, des pays plus petits comme Sao Tomé‑et‑Principe ou la Guinée-Bissau ont généré une quantité minime de déchets de ce type, en produisant ensemble seulement 1 million de kg, soit moins de 0,1% de la quantité totale de la région. Cette variation importante s'explique par les différences de taille de la population, de développement économique et d'adoption des technologies dans la région.

Déchets d'équipements électriques et électroniques produits par habitant, en kg (2022)



Source: UIT et UNITAR, [Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques 2024](https://www.itu.int/hub/publication/d-gen-e_waste-01-2024/#/fr)

L'examen de la production de déchets d'équipements électriques et électroniques par habitant permet de pousser l'analyse de tendances dans ce domaine en Afrique. Si la moyenne régionale de 1,9 kg par habitant est bien en deçà de la moyenne mondiale de 7,8 kg, on relève d'importantes disparités entre pays. Ainsi, la production de déchets dans les pays à revenu élevé entraîne une hausse du chiffre global. Les Seychelles sont le pays où la production de DEEE par habitant est la plus élevée avec 13,5 kg, soit plus de 1,7 fois la moyenne mondiale. De même, la Guinée équatoriale et l'Afrique du Sud, avec respectivement 10,6 kg et 8,8 kg de DEEE produits par habitant, se distinguent aussi par des moyennes élevées qui témoignent de leur statut économique et de l'accès généralisé aux technologies numériques évoluées. À l'inverse, des nations à faible revenu comme le Burundi (0,6 kg) et le Tchad (0,7 kg), qui génèrent beaucoup moins de déchets d'équipements électriques et électroniques par habitant, n'ont que très peu d'influence dans la moyenne régionale.

Même si la région n'affiche que des niveaux modestes de génération de DEEE, les données officielles indiquent que seulement 1,2% (25,3 millions de kg) de ces déchets ont été collectés et recyclés de manière appropriée, un chiffre largement inférieur à la moyenne mondiale de 22,3%. Seule une poignée de pays, comme le Cameroun, le Rwanda et l'Ouganda, font état d'initiatives officielles de collecte et de recyclage. En particulier, l'Afrique du Sud a documenté le recyclage de 22,9 millions de kg de déchets d'équipements électriques et électroniques. D'autres pays de la région, y compris les pays fortement producteurs de déchets de ce type tels que le Nigéria et l'Angola (dont la production combinée dépasse les 645 millions de kg), ne disposent pas d'une véritable activité de recyclage organisée.

Politiques et réglementation en matière de déchets d'équipements   
électriques et électroniques en vigueur en 2022

|  | Législation/politique ou règlement national sur les DEEE | Cadre de responsabilité élargie du producteur (REP) concernant les DEEE | Objectifs de collecte | Objectifs de recyclage |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Angola | Non | Non | Non | Non |
| Bénin | Non | Non | Non | Non |
| Botswana | Non | Non | Non | Non |
| Burkina Faso | Non | Non | Non | Non |
| Burundi | Non | Non | Non | Non |
| Cameroun | Oui | Oui | Non | Non |
| Cabo Verde | Non | Non | Non | Non |
| République centrafricaine | Non | Non | Non | Non |
| Tchad | Non | Non | Non | Non |
| Congo (Rép. du) | Non | Non | Non | Non |
| Côte d'Ivoire | Oui | Oui | Non | Non |
| Rép. dém. du Congo | Non | Non | Non | Non |
| Guinée équatoriale | Non | Non | Non | Non |
| Érythrée | Non | Non | Non | Non |
| Eswatini | Non | Non | Non | Non |
| Éthiopie | Non | Non | Non | Non |
| Gabon | Non | Non | Non | Non |
| Gambie | Non | Non | Non | Non |
| Ghana | Oui | Oui | Non | Non |
| Guinée | Non | Non | Non | Non |
| Guinée-Bissau | Non | Non | Non | Non |
| Kenya | Non | Non | Non | Non |
| Lesotho | Non | Non | Non | Non |
| Libéria | Non | Non | Non | Non |
| Madagascar | Oui | Non | Non | Non |
| Malawi | Non\* | Non | Non | Non |
| Mali | Non | Non | Non | Non |
| Maurice | Non | Non | Non | Non |
| Mozambique | Non | Non | Non | Non |
| Namibie | Non | Non | Non | Non |
| Niger | Non | Non | Non | Non |
| Nigéria | Oui | Oui | Oui | Non |
| Rwanda | Oui | Oui | Non | Non |
| Sao Tomé-et-Principe | Non | Non | Non | Non |
| Sénégal | Non | Non | Non | Non |
| Seychelles | Non | Non | Non | Non |
| Sierra Leone | Non | Non | Non | Non |
| Afrique du Sud | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Soudan du Sud | Non | Non | Non | Non |
| Tanzanie | Oui | Oui | Non | Non |
| Togo | Non | Non | Non | Non |
| Ouganda | Oui | Non | Non | Non |
| Zambie | Oui | Oui | Non | Non |
| Zimbabwe | Non | Non | Non | Non |

\* Le Malawi a adopté une politique de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques à la suite de la publication du Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Source: UIT et UNITAR, Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques 2024

Le manque de politiques globales de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques reste un défi majeur en Afrique, où seul un petit nombre de pays ont mis en place une législation nationale concernant ces déchets et des cadres de responsabilité élargie du producteur (REP). À l'échelle mondiale, 42% des pays (81 sur 193) ont adopté des politiques, des lois ou des réglementations nationales de gestion des DEEE, ce que seuls 10 pays de la région Afrique (25% de la région) sont parvenus à faire[[11]](#footnote-12).

De plus, seuls 8 pays sur 44 de la région Afrique ont mis en place un cadre de REP concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques. L'absence d'un tel dispositif dans la plupart des pays exacerbe les défis posés par ces déchets dans la région et contribue à perpétuer des pratiques non réglementées nocives tant pour l'environnement que pour la santé publique.

L'absence d'objectifs officiels de collecte et de recyclage inscrits dans la loi peut considérablement ralentir les progrès. Au niveau mondial, les pays qui ont mis en place un instrument politique ou juridique contenant des objectifs de collecte ont en moyenne un taux de collecte de 25%, au‑dessus de la moyenne mondiale (22%). En Afrique, seuls le Nigéria et l'Afrique du Sud ont fixé des objectifs officiels en matière de collecte des DEEE, et l'Afrique du Sud est le seul pays de la région à avoir fixé des objectifs en matière de recyclage des DEEE. Les politiques, législations et réglementations mises en place restant limitées, la région éprouve des difficultés à atteindre les objectifs en matière de collecte et de recyclage, passant ainsi à côté d'occasions décisives de progresser vers une économie circulaire et de réduire son empreinte écologique.

# Disparités régionales

*Les moyennes régionales masquent des disparités importantes parmi les pays de la région Afrique en ce qui concerne la connectivité*

La région Afrique est hétérogène à de nombreux égards: niveau de revenu (le RNB par habitant du pays le plus riche est plus de 50 fois plus élevé que celui du pauvre), taux d'urbanisation (de moins de 20% à plus de 90%) et population (avec des petits États insulaires en développement (PEID) comptant moins de 150 000 habitants et des grands pays de plus de 80 millions d'habitants).

Au vu de ces différences, il peut être utile de regrouper les pays africains en fonction des indicateurs suivants: utilisation d'Internet, possession d'un téléphone mobile, nombre d'abonnements au large bande fixe et mobile, accessibilité financière du large bande mobile et fixe d'entrée de gamme et parité hommes-femmes. De cette "analyse par grappes" se dégagent cinq groupes distincts, dont les membres présentent des profils similaires au regard des TIC.

Le premier groupe, qui ne compte que Maurice et les Seychelles, se caractérise par des taux d'utilisation des TIC et de possession bien au-dessus de la moyenne mondiale. Le large bande mobile pour les données uniquement est abordable par rapport à la moyenne mondiale, puisque le coût médian d'un accès d'entrée de gamme est inférieur à l'objectif de 2% ou moins du RNB mensuel par habitant fixé par la Commission sur le large bande. Les résultats concordent également avec les moyennes mondiales pour ce qui est de la parité hommes-femmes dans l'utilisation de l'Internet dans ce groupe.

Le deuxième groupe, composé de 14 pays, se rapproche davantage des moyennes mondiales pour la plupart des indicateurs. Le niveau moyen d'utilisation de l'Internet et de possession de téléphones mobiles de ces pays est légèrement inférieur à la moyenne mondiale, tandis que leurs taux d'abonnement au large bande fixe bien en dessous de la moyenne mondiale. La parité hommes-femmes dans l'utilisation de l'Internet concorde avec la moyenne mondiale. Toutefois, les prix des services d'accès au large bande fixe et mobile sont supérieurs à l'objectif de 2%. Quatre des pays de ce groupe sont des PMA, à savoir l'Angola, la Gambie, le Lesotho et le Sénégal.

Le groupe suivant est le plus important, composé de 20 pays. Ces pays ont des taux de connectivité beaucoup plus faibles. Leur niveau moyen d'utilisation de l'Internet et leurs taux d'abonnement sont bien inférieurs aux moyennes mondiales. L'écart entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'utilisation de l'Internet est également bien supérieur à la moyenne mondiale. En outre, les prix des services de large bande, tant fixe que mobile, sont largement supérieurs à l'objectif de 2% du RNB par habitant, et le prix médian du large bande fixe se situe à près de 20%. Quinze de ces pays sont des PMA (Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Libéria, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Zambie).

Le quatrième groupe comprend la Guinée-Bissau, Madagascar, le Malawi et l'Ouganda – tous des PMA. Les pays de ce groupe présentent des taux de connectivité légèrement inférieurs à ceux du groupe précédent, ainsi que des niveaux d'accessibilité financière particulièrement médiocres. L'écart entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'utilisation de l'Internet demeure important dans ces pays, mais reste plus proche de la moyenne mondiale que dans certains autres groupes de pays d'Afrique.

Le dernier groupe, composé du Burundi, de la République centrafricaine, du Tchad et du Soudan du Sud, présente les taux de connectivité les plus faibles. Ces pays présentent des taux d'utilisation de l'Internet et de possession de téléphones mobiles extrêmement bas, ainsi qu'une très faible accessibilité financière. Les faibles résultats globaux pour ces indicateurs reflètent les problèmes de développement que connaissent ces pays, qui sont tous classés parmi les pays les moins avancés.

La diversité de ces groupes de pays souligne la nécessité de concevoir des approches sur mesure pour parvenir à une connectivité universelle et efficace.

Évaluation de la valeur moyenne des indicateurs fondamentaux des TIC   
par groupes de pays africains de profil similaire (2023)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Groupe | | | | |  |
| Indicateur (unités) | 1  (2 pays) | 2  (14 pays) | 3  (20 pays) | 4  (4 pays) | 5  (4 pays) | Moyenne mondiale |
| Pourcentage d'internautes (%) | 83,5 | 61,2 | 29,7 | 21,5 | 12,8 | **65,4** |
| Parité hommes-femmes relative dans l'utilisation de l'Internet (écart relatif) | 0,93 | 0,90 | 0,73 | 0,87 | 0,75 | **0,90** |
| Proportion de particuliers possédant un téléphone mobile (%) | 91,6 | 76,4 | 61,1 | 57,6 | 34,8 | **78,6** |
| Abonnements au large bande mobile (pour 100 habitants) | 102,6 | 71,8 | 48,3 | 43,1 | 7,0 | **89,9** |
| Abonnements au large bande fixe (pour 100 habitants) | 28,8 | 2,2 | 0,6 | 0,2 | 0,0 | **18,6** |
| Prix du large bande mobile pour les données uniquement (en % du RNB par habitant) | 1,2 | 6,9 | 19,2 | 54,3 | 39,6 | **2,8** |
| Prix du large bande fixe (en % du RNB par habitant) | 1,2 | 2,3 | 5,6 | 8,9 | 29,9 | **1,3** |

Note: Les médianes par groupe indiquées pour les prix du large bande mobile pour les données uniquement et du large bande fixe sont exprimées en pourcentage du RNB par habitant.

Source: UIT

# Panorama de la disponibilité des données en Afrique

*Il faut davantage d'indicateurs relatifs aux TIC fondés sur des enquêtes, une meilleure qualité et une plus grande granularité*

Les données jouent un rôle central dans l'établissement d'une connexion universelle et efficace. Des données fiables et actualisées permettent aux décideurs de faire apparaître les besoins, de fixer les priorités, de concevoir des interventions efficaces, de suivre les progrès et de mesurer les effets. Investir dans les données génère des gains substantiels en permettant une meilleure prise de décision et des interventions plus efficaces.

L'importance des données dans l'exécution du Plan d'action de Kigali a été reconnue par le Groupe consultatif pour le développement des télécommunications du BDT, qui a adopté cinq indicateurs fondamentaux de performance (IFP) afin de suivre dans quelle mesure les États Membres envoient des données d'actualité sur les TIC à l'UIT, y compris des IFP concernant la soumission de données sur les compétences dans le domaine des TIC et de données sur l'utilisation de l'Internet ventilées par emplacement géographique et par sexe.

La disponibilité d'un ensemble de base de 14 indicateurs relatifs aux TIC (données administratives), habituellement collectés par les autorités de régulation nationales ou les ministères, est de 75% en moyenne dans la région (voir la liste des indicateurs figurant dans la note de la figure ci-dessous). Dans 16 pays, tous les indicateurs sont disponibles, tandis que dans sept d'entre eux, il n'en manque qu'un. À l'autre extrême, six pays n'ont fourni aucune donnée en 2022 ou 2023.

Disponibilité des indicateurs relatifs à la collecte de données administratives   
dans le domaine des TIC, en pourcentage (2022-2023)

Note: Un indicateur est considéré comme disponible si une valeur au moins est disponible pour la période considérée. Évaluation fondée sur l'ensemble suivant: abonnements actifs au large bande mobile et au large bande fixe (nombre total et par classe de débit: de 256 Kbit/s à 2 Mbit/s, de 2 Mbit/s à 10 Mbit/s et au-dessus de 10 Mbit/s), couverture des réseaux mobiles en fonction de la technologie: 2G au moins, 3G, LTE/WiMAX, 5G), trafic Internet total sur le large bande fixe, trafic Internet total sur le large bande mobile à l'intérieur du pays, utilisation de la largeur de bande internationale, recettes totales tirées des télécommunications et investissements dans les services de télécommunication.

Source: UIT

À l'opposé, les données concernant l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers, qui résultent habituellement d'enquêtes auprès des ménages, sont globalement manquantes pour les pays de la région. Seuls neuf pays de la région Afrique ont fourni des données (souvent incomplètes) sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages pendant la période 2022-2024. Dix-huit pays n'ont fourni aucune donnée au cours des dix dernières années.

Dernière année de soumission de données sur les TIC issues d'enquêtes   
auprès des ménages, par caractéristique socio-économique



Source: UIT

Le problème est encore plus prononcé pour les données ventilées par caractéristique socio‑économique, qui souvent ne sont pas disponibles. Seuls deux pays ont soumis des données récentes (2022 ou ultérieures) pour les six attributs d'intérêt. Sept pays ont soumis des données récentes pour au moins un attribut.

De plus, lorsque des données sont disponibles, leur qualité peut être affectée par des plans d'échantillonnage mal conçus, des méthodes de collecte inadéquates ou des taux de réponse faibles. De tels défauts peuvent produire des résultats trompeurs susceptibles de donner lieu à des politiques peu judicieuses. Par exemple, une surestimation des compétences dans le domaine des TIC pourrait amener des décideurs à mettre fin à des actions de formation de populations le nécessitant. Pour remédier à cela, il est nécessaire d'adopter une approche ciblant à la fois les producteurs et les utilisateurs des données. Grâce à des efforts continus de renforcement des capacités, d'assistance technique et de sensibilisation, l'UIT cherche à améliorer la disponibilité et la qualité des données sur les TIC dans le monde.

**Partie 2: BDT4Impact: Études de cas réalisées dans la région Afrique**

# Au Ghana, des personnes malvoyantes apprennent les bases de l'informatique

L'initiative des [Centres de transformation numérique (DTCI)](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative#/fr) de l'UIT aide les pays à renforcer les capacités numériques de leurs citoyens, en particulier dans les communautés mal desservies.

Dans le cadre de cette initiative, le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT et la STMicroelectronics Foundation (ST) ont travaillé ensemble pour dispenser des formations aux compétences numériques élémentaires et intermédiaires aux citoyens des pays dans lesquels les Centres et ST sont présents.

Cette collaboration permettra également d'étudier l'élargissement de l'offre de formation de l'initiative DTCI en intégrant les ressources de formation de ST sur les compétences numériques pour les personnes handicapées.

Ce partenariat a par exemple permis de dispenser un cours sur les bases de l'informatique à l'intention des personnes malvoyantes au Ghana en novembre 2023. Dans ce cours, plusieurs styles de formation (virtuelle, présentielle et hors ligne) ont été adoptés et de nouvelles technologies d'assistance peu coûteuses ont été mises au service de l'éducation.

Cette formation, qui s'est déroulée au Laboratoire des technologies d'assistance pour les systèmes informatiques de l'Université du Ghana, a réuni 20 formateurs – 10 malvoyants et 10 voyants.

Les formations ont été dispensées de manière à permettre aux formateurs voyants de vivre les séances de la même manière que leurs homologues malvoyants, une méthode qui favorise une meilleure compréhension des défis auxquels les apprenants malvoyants sont confrontés.

# Œuvrer pour un Ouganda tourné vers le numérique

Le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT collabore avec le Gouvernement ougandais sur de nombreux plans pour soutenir la [transition du pays vers une société fondée sur le numérique et une économie du savoir](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/towards-a-digitally-enabled-uganda/#/fr).

Parmi les activités réalisées figure un projet en plusieurs volets intitulé "Assistance technique et formation proposées à l'Ouganda concernant la Stratégie nationale de développement des TIC", qui soutient le pays dans l'élaboration de politiques sur des questions telles que l'adoption de la 5G, la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et la responsabilité élargie du producteur. Le projet prévoit également une large gamme d'activités de renforcement des capacités dans divers domaines, notamment la protection en ligne des enfants, la confidentialité des données, la gestion du spectre et l'évaluation des compétences numériques.

Mis en œuvre par l'UIT et le Gouvernement ougandais avec l'appui financier du Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud et du Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud‑Sud, ce projet s'inscrit dans le cadre de la feuille de route pour la transformation numérique de l'Ouganda (2023-2027).

Nombre des activités transversales de renforcement des capacités du projet sont menées en partenariat avec l'Institut ougandais des communications et des technologies (UICT). Il s'agit notamment de formations techniques avancées pour les fonctionnaires et de formations aux compétences numériques de base pour les entrepreneurs, les enseignants et les prestataires de soins de santé en zone rurale.

L'UICT est également l'un des 14 Centres de transformation numérique de l'UIT qui dispensent des formations aux compétences numériques dans le monde entier.

# Formation sur la télévision numérique de Terre à Brazzaville (République du Congo)

Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a organisé une [formation sur la télévision numérique de Terre à Brazzaville (République du Congo)](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/digital-terrestrial-television-training-in-brazzaville-republic-of-congo/#/fr) en avril 2024.

Des participants originaires de 34 pays se sont réunis pour cette formation destinée à soutenir la transition des pays de la télévision analogique à la télévision numérique et à renforcer la collaboration entre les régulateurs africains des télécommunications.

La télévision numérique offre une meilleure qualité, plus de contenu et plus de fonctionnalités que le système analogique traditionnel.

La formation a permis aux professionnels d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques pour passer des processus analogiques aux processus numériques, et pour mettre en œuvre des feuilles de route de migration. Des exercices pratiques ont aidé les participants à comprendre les difficultés auxquelles leur pays pourrait être confronté lors du déploiement de la télévision numérique de Terre.

La formation a été dispensée dans le cadre du projet PRIDA, qui vise à faciliter la fourniture de services large bande hertziens universels, abordables financièrement et efficaces à travers l'Afrique, en vue de tirer parti des avantages transversaux des services TIC. Le projet PRIDA est une initiative conjointement menée par l'Union africaine, l'Union européenne et l'UIT.

# Une nouvelle politique nationale de gestion des déchets électriques et électroniques au Malawi

La politique nationale de gestion des déchets électriques et électroniques, [premier document de référence du Malawi pour la gestion des déchets électriques et électroniques](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/a-new-national-e-waste-policy-in-malawi/#/fr), a été mise en œuvre en octobre 2024.

Les responsables du Malawi affirment que la nouvelle politique limite l'importation de déchets électriques et électroniques et exige que tous les équipements fassent l'objet d'un contrôle adapté, que les mouvements illégaux de matériaux cessent et que les autres pays bénéficient d'une protection.

Cette politique a été élaborée sur une période de sept ans par le Ministère des ressources naturelles et du changement climatique par l'intermédiaire du Département des questions environnementales, en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications du Malawi et avec l'appui du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

# En Afrique, les femmes d'affaires prospèrent après avoir renforcé leurs compétences numériques

De nouveaux horizons s'ouvrent aux jeunes femmes entrepreneurs de la mode au [Burundi](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/unleashing-digital-empowerment-through-the-itu-eif-joint-programme-in-burundi/#/fr) et en [Éthiopie](https://www.itu.int/itu-d/sites/digital-impact-unlocked/transforming-futures-with-digital-skills-through-the-itu-eif-joint-programme-in-ethiopia/#/fr) qui ont appris à créer des sites web, à mener des études de marché en ligne et à exploiter le pouvoir des médias sociaux.

Cet apprentissage a été rendu possible grâce à une initiative de mentorat menée conjointement par le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, le Cadre intégré renforcé et le Partenariat mondial EQUALS.

"Nous avons été en mesure de vraiment nous connecter avec les marchés, de nous mettre en relation avec de nouveaux acheteurs, d'atteindre un nouveau public, d'étudier si nos marques et nos produits conviendraient bien au marché", a déclaré Margaux Rusita, fondatrice et designer en chef de Margaux Wong au Burundi. "À l'aide de la technologie, nous avons pu montrer à ces différents acteurs nos sites web et nos pages Instagram."

"Pour moi, la chose la plus difficile a été de savoir comment atteindre les acheteurs et les clients, et comment utiliser le commerce électronique et les médias sociaux pour y parvenir", a déclaré Mastewal, une créatrice de mode éthiopienne qui a mis la formation au service de son entreprise. Mastewal emploie trois autres femmes. "C'est merveilleux de sentir que l'on se responsabilise, et qu'on responsabilise les autres."

# Renforcement des capacités réglementaires et de la collaboration régionale grâce à l'analyse comparative des TIC en Guinée équatoriale

Le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT a organisé un atelier pratique de deux jours à Malabo, afin de fournir aux régulateurs d'Afrique centrale des outils pour combler les lacunes des cadres politiques et réglementaires en matière de TIC dans 11 pays de la Communauté économique des États d'Afrique centrale.

L'atelier des parties prenantes sur l'évaluation comparative des TIC en Afrique centrale visait à renforcer les bases de la coopération régionale dans le cadre de réunions interactives sur les cadres réglementaires, les approches politiques fondées sur les données et la gouvernance collaborative.

Parmi les temps forts de l'atelier, on citera la réunion sur la création conjointe de feuilles de route nationales, au cours de laquelle les participants ont travaillé ensemble à l'élaboration de stratégies concrètes pour relever des défis communs tels que la gouvernance des données et la cohérence réglementaire entre les secteurs.

Les participants ont également travaillé ensemble pour renforcer les initiatives de renforcement des capacités, aligner les stratégies nationales en matière de TIC et la stratégie de transformation numérique de l'Union africaine, et promouvoir la collaboration régionale en réunissant des régulateurs, des décideurs et des parties prenantes partageant une vision de la transformation numérique et de l'intégration régionale.

L'atelier a été organisé en collaboration avec la délégation de l'Union européenne en République démocratique du Congo et l'unité d'appui de l'ordonnateur national du Fonds européen de développement.

**Annexe: Sources des données**

Afin d'économiser de l'espace, d'améliorer la lisibilité et de garantir que les informations sont à jour, toutes les données présentées dans ce document peuvent être téléchargées sous forme de fichiers Excel:

• [Données nationales](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/rpm_arb_pub_2025_data.xlsx) organisées sous la forme d'onglets correspondant aux sections du présent document (URL: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/rpm_afr_pub_2025_data.xlsx>). Les données nationales ont été extraites du [centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/) et correspondent aux données publiées en février 2025.

• [Estimations aux niveaux mondial et régional](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ITU_regional_global_Key_ICT_indicator_aggregates_Nov_2024.xlsx) tirées du rapport [Faits et chiffres 2024](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/) (URL: <https://www.itu.int/en/ITUD/Statistics/Documents/facts/ITU_regional_global_Key_ICT_indicator_aggregates_Nov_2024.xlsx>).

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. En mars 2025, la région Afrique, telle que définie par l'UIT, comprend les 44 économies suivantes: Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo (République du), Côte d'Ivoire, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République sudafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe. Dans un souci de lisibilité, la région Afrique est également appelée "Afrique" dans l'ensemble du présent document. [↑](#footnote-ref-2)
2. Sao Tomé-et-Principe est sorti de la catégorie des PMA à la fin de l'année 2024. [↑](#footnote-ref-3)
3. Les niveaux de l'indice de référence pour la réglementation de cinquième génération reflètent le niveau de gouvernance numérique d'un pays. Les quatre niveaux, du moins élevé au plus avancé, sont: limité, en cours de transition, avancé et chef de file. Les quatre piliers de l'indice de référence pour la réglementation de cinquième génération (G5) – gouvernance collaborative nationale, principes de conception des politiques, boîte à outils pour le développement du numérique et programme national de politique numérique – englobent 119 cibles (voir [gen5.digital/benchmark](http://www.gen5.digital/benchmark)). [↑](#footnote-ref-4)
4. Le [Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022‑2031](https://digitallibrary.un.org/record/3959499?ln=en&v=pdf), le [Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement: une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente](https://digitallibrary.un.org/record/4054465?ln=en) (2024-2034) et le [Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2024-2034](https://docs.un.org/fr/A/RES/79/233). Voir aussi la publication de l'UIT intitulée "[Accélérer une transformation numérique durable et inclusive dans les PEID: un plan en 10 étapes pour les PEID](https://www.itu.int/net/epub/BDT/2024-ITUs-contribution-to-the-implementation-of-the-Antigua-and-Barbuda-Agenda-for-SIDS/index.html#p=1)". [↑](#footnote-ref-5)
5. Étant donné que certaines personnes ne voudront peut-être jamais se connecter à l'Internet, on entend généralement par universalité un taux de pénétration de l'Internet d'au moins 95%. [↑](#footnote-ref-6)
6. Dans le présent document, pour les figures et les tableaux présentant des données sur l'économie, tous les pays sont indiqués. Les pays sont classés par valeur de l'indicateur. Un point de données n'est affiché que s'il porte sur l'année 2020 ou une année ultérieure. Dans le cas contraire, il est indiqué comme étant indisponible (sans objet) ou exclu (lorsque les données ne sont pas disponibles pour de nombreux pays). En outre, des points de données apparaissent pour l'année 2018, lorsque la valeur existe. Les données sont extraites du [Centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/), sur la base des données publiées en février 2025. Les données nationales étant disponibles au mieux pour l'année 2023, la moyenne régionale de 2023 tirée de l'[édition 2024 du rapport Faits et chiffres](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/) est également indiquée, à des fins de comparaison. [↑](#footnote-ref-7)
7. La note de parité s'obtient en divisant la proportion des femmes qui utilisent l'Internet par la proportion d'hommes qui utilisent l'Internet. Une valeur inférieure à 1 indique que les hommes sont plus susceptibles d'utiliser l'Internet que les femmes (et inversement lorsque la valeur est supérieure à 1). On considère que la parité hommes-femmes est atteinte lorsque la note se situe entre 0,98 et 1,02. [↑](#footnote-ref-8)
8. On ne considère que les pays pour lesquels des données sont disponibles pour toutes les années de 2018 à 2024. [↑](#footnote-ref-9)
9. Une définition plus complète figure dans la division 61 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes branches d'activité économique (CITI), Rév. 4. [↑](#footnote-ref-10)
10. Les statistiques relatives aux investissements recueillies par l'UIT concernent l'acquisition ou la modernisation de biens (y compris les biens corporels tels que les installations, et les biens incorporels tels que les logiciels) et de réseaux. Les figures excluent les dépenses de recherche et développement, le coût annuel des licences d'exploitation et de l'utilisation du spectre, ainsi que les investissements dans les logiciels ou les équipements de télécommunication à usage interne. [↑](#footnote-ref-11)
11. Le Malawi a notamment adopté une politique de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques suite à la publication du Rapport mondial sur les déchets d'équipements électriques et électroniques. [↑](#footnote-ref-12)